

LA SÉCURITÉ DANS LES GARES

NOS INTERVENTIONS AU GROUPE DE TRAVAIL ANTI-AGRESSIONS

Le 3 juillet s'est tenu un groupe de travail (GT) « anti-agressions » réunissant les organisations syndicales et la direction afin de discuter de la prévention des agressions.

Nous avons inscrit plusieurs points à l'ordre du jour de cette réunion.

AGRESSIONS RÉCENTES DANS LES GARES

Nous avons tout d'abord interpellé la direction à propos des mesures de prévention prises à la suite de plusieurs agressions violentes survenues dans différentes gares, notamment à Bruxelles-Midi, Namur et Anvers.

Pour rappel, nos permanents et délégués locaux étaient déjà intervenus au niveau local suite à ces agressions. Ainsi s'est tenue une réunion extraordinaire du CPPT au district Centre, une réunion avec la direction à Namur et une intervention auprès de la ville d'Anvers pour obtenir une meilleure collaboration avec la police locale.

Lors de la réunion du comité anti-agressions, nous avons particulièrement insisté sur les problèmes de collaboration avec la police locale et la police des chemins de fer.

La CGSP a déjà dénoncé les économies réalisées au sein du SPC et des services de police. À titre d'exemple, à Bruxelles, l'effectif policier est d'environ 5 300 agents alors qu'il en faudrait près de 6 500. Mais au-delà du manque de moyens, il nous paraît essentiel que les responsables de Securail interviennent auprès des chefs de corps, des bourgmestres et des échevins afin que les violences dont sont victimes les cheminots et les voyageurs dans les trains et les gares deviennent une priorité pour les autorités locales.

Par ailleurs, lorsque des agents font appel à la police, ils doivent savoir clairement si une intervention aura lieu ou non.

Nous avons également évoqué la possibilité d'améliorer la communication directe avec les services de police, notamment via le réseau radio Astrid.

Nous sommes aussi intervenus concernant l'aide apportée aux agents Securail dont les images sont diffusées sur les réseaux sociaux. La direction a indiqué qu'une communication serait réalisée afin de rappeler les démarches possibles et les formes de soutien disponibles.

BODYCAMS

Un autre point abordé concernait les bodycams.



Pour rappel, une proposition de loi à ce sujet devrait prochainement être soumise au vote du Parlement. La CGSP-Cheminots a formulé plusieurs remarques critiques concernant ce projet. La proposition prévoit notamment la possibilité d'utiliser les images à des fins de formation et d'accompagnement professionnel.

Si la loi est adoptée, nous voulons une concertation avec la direction pour notamment clarifier : quels agents seront équipés de bodycams ; qui pourra avoir accès aux images ; à quelles fins ces images pourront-elles être utilisées et dans quelles situations l'utilisation de la bodycam sera obligatoire.

PLANS D'ACTION POUR BRUXELLES-MIDI ET BRUXELLES-NORD

Lors du GT, les plans d'action concrets pour les gares de Bruxelles-Midi et Bruxelles-Nord ont également été présentés. Là encore, nous avons insisté sur la nécessité d'une collaboration efficace avec la police et le SPC.

Un « référent sociétal » a été désigné pour le district centre. Son rôle est d'orienter les personnes présentes dans les gares et confrontées à des difficultés sociales (sans-abrisme, dépendances, problèmes de santé mentale, etc.) vers les services d'aide compétents.

FORMATION



Enfin, une formation en e-learning a été présentée dont l'objectif est de mieux faire connaître au personnel de la SNCB les missions, les compétences et le rôle des agents Securail.

SUITE

Fin août, une nouvelle réunion avec la direction de Securail est programmée afin d'aborder différents points liés au bien-être des agents. Cette réunion fait suite à une lettre en front commun (CGSP Cheminots-CSC Transcom) que nous avons envoyée au mois de mars.

Une première réunion dans ce cadre avait déjà eu lieu fin mars (lire le tract en FC sur notre site : <https://cheminots.be/tract-securail-discussion-constructive-avec-la-direction/>).

À cette occasion, nous avons abordé toute une série de questions et de propositions du front commun, notamment :

- une meilleure reconnaissance du métier ;
- l'amélioration des formations et des procédures ;
- le renforcement de la coopération avec la police ;
- le renforcement des équipes sur le terrain. Nous avons proposé d'augmenter le nombre d'agents par équipe. À ce stade, la direction estime que cette mesure n'est pas réalisable sur le plan budgétaire.
- l'équipement des agents Securail

Les discussions se poursuivront lors de la prochaine réunion du mois d'août.

Mi-septembre, une nouvelle réunion groupe de travail anti-agressions est programmée. Ce sera l'occasion de discuter de l'impact de l'arrêt de la vente de billets à bord des trains.

Si vous avez des questions, des témoignages ou des suggestions, n'hésitez pas à contacter vos délégués ou permanents locaux :

<https://cheminots.be/contact/>.



Thierry Moers & Filip Peers, secrétaires nationaux

